

International

HAKAINDE HICHILEMA ET LA RELANCE ÉCONOMIQUE EN ZAMBIE

Manon De Wever

12/03/2025

Héritant d'une très mauvaise situation économique et sociale, le président de la République de Zambie élu en 2021, Hakainde Hichilema, a initié une politique économique ambitieuse et d'envergure. Manon De Wever, étudiante à l'Université catholique de l'Ouest, propose une analyse de cette stratégie et de ses résultats à ce jour.

L'accession d'Hakainde Hichilema à la présidence zambienne en août 2021 s'est effectuée dans un contexte de marasme économique sans précédent. Le pays était alors plongé dans les affres d'une crise financière caractérisée par un endettement colossal, une inflation vertigineuse et un effondrement majeur de la devise nationale. Premier pays africain à se déclarer en cessation de paiement pendant la pandémie de Covid-19 en 2020, la Zambie incarnait alors le paroxysme des déséquilibres macroéconomiques qui affligent parfois les économies émergentes¹. Face à ce tableau sombre, le nouveau président, ancien homme d'affaires réputé pour sa rigueur analytique, a entrepris une refonte méthodique du tissu économique national, conjuguant pragmatisme et vision à long terme.

L'héritage économique : un pays au bord du gouffre

Le paysage économique qu'Hichilema a découvert à son investiture présentait des fissures structurelles profondes, résultat d'années de gestion financière hasardeuse. La dette extérieure zambienne avait atteint la somme astronomique de 17 milliards de dollars, représentant plus de 120% du produit intérieur brut². Cette situation délétère s'était cristallisée en novembre 2020 par un défaut souverain qui avait terni la réputation financière du pays sur les marchés internationaux. L'inflation s'était emballée pour atteindre le seuil critique de 25%, tandis que le kwacha, la devise nationale zambienne, subissait une dépréciation vertigineuse qui reflétait la perte de confiance des investisseurs³. Les caisses de l'État, presque vides, ne contenaient que des réserves de changes insuffisantes pour garantir la stabilité monétaire du pays⁴.

Cette chute économique portait en grande partie l'empreinte de l'administration d'Edgar Lungu,

président de la Zambie de 2015 à 2021, qui avait succombé à la tentation d'une politique d'investissements pharaoniques dans des infrastructures, financés par des emprunts contractés à des conditions souvent abusives. À cette gouvernance économique défailante s'ajoutait une vulnérabilité structurelle majeure : l'hyper-dépendance de l'économie zambienne aux exportations minières, qui constituent plus des deux tiers des recettes d'exportation du pays⁵. Cette monoculture économique exposait le pays aux écarts parfois violents des cours mondiaux du métal rouge, créant un socle économique particulièrement instable.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

La stratégie de renaissance économique : architecture d'un redressement

Face à cette conjoncture, Hichilema a déployé une stratégie de redressement multidimensionnelle, alliant mesures d'urgence et réformes structurelles profondes. Son approche, aussi méthodique qu'ambitieuse, s'est articulée autour de plusieurs axes majeurs, formant une architecture cohérente pour une renaissance économique.

La restructuration de la dette colossale constituait la pierre angulaire de cette stratégie. Avec la dextérité d'un diplomate chevronné, le président s'est engagé dans un ballet de négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), obtenant en décembre 2022 un programme de facilité élargie de crédit d'un montant de 1,3 milliard de dollars⁶. Cette victoire diplomatique a représenté bien plus qu'un simple sauvetage financier ; elle a signalé un retour de la confiance internationale et a servi de levier pour entamer des pourparlers avec les créanciers bilatéraux, particulièrement la Chine, détentrice d'une part considérable de la dette zambienne⁷. Parallèlement, des discussions se sont engagées avec les détenteurs d'eurobonds, tandis qu'en interne, des mesures d'austérité rigoureuses mais nécessaires étaient instaurées pour assainir les finances publiques.

La gouvernance économique a connu une métamorphose significative sous l'égide du nouveau régime. Une croisade contre l'opacité financière et la corruption endémique a été lancée, accompagnée d'une refonte du système fiscal, particulièrement dans le secteur minier, véritable

poumon économique du pays. Conscient de la fragilité inhérente à une économie monolithique, Hichilema a initié une ambitieuse politique de diversification économique. Cette vision à long terme s'est matérialisée par la revitalisation du secteur agricole, véritable matrice nourricière du pays et gisement d'emplois potentiels. Des programmes de soutien aux petits exploitants ont été institués, tandis que des initiatives visant à développer les industries de transformation étaient lancées pour créer de la valeur ajoutée aux matières premières et rompre avec le cycle d'exportation de produits bruts⁸. Le tourisme, secteur sous-exploité en Zambie, a bénéficié d'une attention particulière, tout comme l'économie numérique et les technologies vertes, secteurs porteurs d'avenir⁹.

Le secteur minier, colonne vertébrale depuis des décennies de l'économie zambienne, n'a pas été négligé pour autant. Une refonte en profondeur des contrats miniers a été entreprise pour garantir que les richesses du sous-sol zambien bénéficient davantage à la population. Le cadre réglementaire a été modernisé pour promouvoir des pratiques extractives responsables, tandis que des incitations à l'investissement dans de nouvelles exploitations étaient mises en place. La transformation locale des minerais a été encouragée pour maximiser la création de valeur sur le territoire national. Un cas emblématique de cette nouvelle approche a été la résolution du contentieux avec le géant minier britannique Vedanta Resources, permettant la reprise des activités de la mine de Konkola Copper Mines, pourvoyeuse cruciale d'emplois¹⁰. Une autre grande initiative d'Hichilema, la reprise d'activité de la mine de cuivre de Luanshya, restée inactive pendant vingt-deux ans, grâce à un investissement de 500 millions de dollars de China Non Ferrous Metal Mines (CNMC)¹¹. Ce projet, qui devrait générer 3000 emplois directs et vise une production annuelle de 40 000 tonnes de cuivre, s'inscrit dans l'objectif plus large de la Zambie – second producteur du continent – d'atteindre les trois millions de tonnes de cuivre d'ici dix ans¹².

Les premiers fruits d'une renaissance économique

Les effets de cette thérapie économique d'envergure ne se sont pas fait attendre, mais ils ont été inégaux selon les secteurs. Sur le plan macroéconomique, plusieurs indicateurs ont viré au vert, témoignant d'une convalescence progressive de l'économie zambienne.

L'inflation, qui rongait le pouvoir d'achat des Zambiens, a amorcé une décrue significative, passant de son pic de 25% en 2021 à environ 10% en 2023¹³. Cette décélération de la spirale inflationniste a apporté un soulagement tangible aux ménages, particulièrement aux plus vulnérables. Le kwacha, jadis en chute libre, s'est progressivement stabilisé, retrouvant même une certaine vigueur face aux principales devises internationales¹⁴. Cette revalorisation monétaire a contribué à restaurer la confiance des investisseurs et à réduire le coût des importations

essentielles. Les réserves de change, autrefois dangereusement amaigries, se sont reconstituées graduellement, offrant au pays un matelas de sécurité face aux chocs externes potentiels.

Sur la scène internationale, la métamorphose économique zambienne a été saluée par les institutions financières multilatérales et les partenaires bilatéraux. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont exprimé leur satisfaction face aux réformes entreprises, tandis que les agences de notation ont progressivement révisé à la hausse leurs perspectives sur l'économie zambienne¹⁵. Cette réhabilitation de l'image financière du pays a facilité le retour graduel des investisseurs internationaux, jadis échaudés par l'instabilité économique et l'imprévisibilité réglementaire.

Persistance des défis et ombres au tableau

Malgré ces avancées indéniables, le chemin vers une prospérité durable demeure parsemé d'obstacles tenaces. La restructuration de la dette, bien qu'engagée, progresse avec lenteur, particulièrement avec les créanciers chinois, dont les modalités de négociation diffèrent sensiblement des pratiques occidentales traditionnelles. Cette situation maintient une épée de Damoclès au-dessus de l'économie nationale et limite la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement. Le chômage, particulièrement chez les jeunes, continue de représenter une plaie sociale béante, nourrissant frustrations et désillusions au sein d'une jeunesse qui constitue la majorité démographique du pays¹⁶. Les mesures d'austérité, nécessaires à l'assainissement des finances publiques, ont imposé un fardeau substantiel aux ménages modestes, et intensifient parfois les tensions sociales.

La diversification économique, bien que solide, se heurte à des obstacles pratiques considérables : insuffisance des infrastructures, déficit énergétique chronique, faiblesse du capital humain spécialisé. Les coupures d'électricité récurrentes, conséquence d'une dépendance excessive à l'hydroélectricité dans un contexte de changement climatique affectant les régimes pluviométriques, entravent la productivité industrielle et découragent les investissements productifs¹⁷.

La sécheresse dévastatrice provoquée par El Niño qui a frappé la Zambie et d'autres pays en Afrique australe en 2024 est venue comme un cruel rappel de la vulnérabilité du pays face aux aléas climatiques, compromettant sérieusement les efforts de relance économique amorcés par l'administration Hichilema. Ce phénomène climatique d'une intensité exceptionnelle a asséché les cours d'eau, décimé les récoltes et paralysé la production hydroélectrique, source principale d'énergie du pays¹⁸. Les conséquences ont été multiples et profondes : chute drastique de la

production agricole entraînant une insécurité alimentaire croissante, aggravation des coupures d'électricité affectant l'activité industrielle et minière, hausse des importations alimentaires pesant sur la balance commerciale déjà fragile et dépenses d'urgence imprévues pour l'aide humanitaire ponctionnant un budget déjà restreint¹⁹. Cette catastrophe naturelle a ainsi provoqué une perte du kwacha de 3% depuis octobre 2024²⁰. En janvier 2025, la devise zambienne a atteint des niveaux historiquement bas en raison de cette sécheresse²¹.

Perspectives et horizons économiques

L'avenir économique de la Zambie sous la présidence de Hichilema sera déterminé par l'interaction de plusieurs facteurs. L'aboutissement des négociations sur la restructuration de la dette constituera un moment charnière, susceptible de libérer des ressources budgétaires considérables pour l'investissement public dans les secteurs prioritaires. L'évolution des cours mondiaux du cuivre, tributaire de la santé de l'économie mondiale et de la vitesse de la transition énergétique, continuera d'exercer une influence déterminante sur les performances économiques du pays²².

La capacité du gouvernement à attirer des investissements directs étrangers dans des secteurs diversifiés représentera un facteur décisif pour la transformation structurelle de l'économie. L'efficacité des réformes institutionnelles, souvent moins spectaculaires, mais fondamentales pour l'amélioration de l'environnement des affaires, conditionnera également le succès de cette entreprise de longue haleine. La résilience face aux chocs externes, qu'ils soient d'origine climatique, sanitaire ou économique, constituera également un défi permanent dans un monde de plus en plus interconnecté et imprévisible. Si les tendances actuelles se maintiennent et que les écueils majeurs sont évités, la Zambie pourrait connaître une trajectoire de reprise économique graduelle, mais solide, avec une croissance modérée, mais plus stable et inclusive.

Conclusion

La stratégie de relance économique orchestrée par Hakainde Hichilema depuis son arrivée au pouvoir témoigne d'une approche à la fois pragmatique et visionnaire face à une situation initiale quasi désespérée. Les mesures de stabilisation macroéconomique, combinées aux réformes structurelles et aux efforts de diversification, ont permis d'arrêter l'hémorragie financière et d'amorcer un processus de redressement économique. Dans cette odyssée économique, la plus grande force de Hichilema réside peut-être dans sa capacité à insuffler un nouvel espoir à une nation qui en avait tant besoin. Car au-delà des chiffres et des indicateurs, c'est bien la

restauration de la confiance, celle des citoyens, des investisseurs et des partenaires internationaux qui constitue la fondation la plus solide sur laquelle bâtir l'avenir de la Zambie.

1. *Le Monde* avec AFP, « [Dette : la Zambie techniquement en défaut de paiement](#) », 19 novembre 2020.
2. ONU Info, « [Zambie : des experts s'inquiètent des retards dans la restructuration de la dette](#) », 17 avril 2023.
3. Matthew Hill et Taonga Mitimangi, « [Zambian debt in record demand with investors betting on recovery](#) », *Bloomberg*, 30 août 2021.
4. *The World Bank in Zambia*, World Bank Group, 9 octobre 2024.
5. Meghann Puloc'h, *Zambie : entre ressources abondantes et vulnérabilité aux chocs*, AFD éditions, juin 2020.
6. *Le Monde* avec AFP, « [Le FMI accorde un soutien de 1,3 milliard de dollars à la Zambie pour sa dette](#) », 1^{er} septembre 2022.
7. Thierry Pairault, *Dettes africaines et créances chinoises*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2024.
8. « [Zambie : des milliers de petits exploitants agricoles vont bénéficier d'une initiative d'investissement de 30 millions d'EUR ciblant l'agriculture lancée par Zanaco et l'Équipe Europe](#) », Banque européenne d'investissement, communiqué de presse, 5 octobre 2021.
9. Mia.R, « [Zambie : Relance de l'économie en 2024](#) », Capmad, 28 février 2024.
10. Chris Mfula et Felix Njini, « [Zambia agrees to hand disputed copper assets back to India's Vedanta](#) », Reuters, 5 septembre 2023.
11. Christian-Geraud Neema, « [China Non Ferrous Metal Mines relance la mine de cuivre de Luanshya en Zambie](#) », Le Projet Afrique-Chine, 11 avril 2024.
12. Chimwemwe Mwale, « [\\$500m injected into old Luanshya mine: Investment will create 3,000 jobs, produce 40,000 tonnes of copper concentrate per year](#) », *Zambia Daily Mail*, 24 novembre 2023.
13. « [Perspectives économiques en Zambie](#) », Groupe de la Banque africaine de développement, 2024.
14. Chimwemwe Mangazi, « [Kwacha stability temporary](#) », *The Times Group*, 9 septembre 2024.
15. Mwenya Mofya, « [IMF MD congratulates Zambia over debt agreement](#) », News Diggers, 22 juin 2023.
16. Tryson Yangailo, « Youth unemployment in Zambia: Analyzing the impact of economic growth and development policies on employment trends », *Business and management Sciences International Quartely Review*, septembre 2024.
17. Roberto Bociaga, « [Is Zambia's hydropower dependency risking the envornment?](#) », *Zambia, Fair Planet*, 31 août 2022.
18. Laurence Caramel, « [Confrontée à la sécheresse, la Zambie coupe l'électricité](#) », *Le Monde*, 11 mars 2024.
19. Peyvand Khorsandi, « [In Southern Africa, El Niño drought leaves a trail of scorched harvests and hunger](#) », World Food Programme, 15 mai 2024.
20. « [La Banque centrale de Zambie relève son taux d'intérêt à 14% pour freiner l'inflation](#) », Daba Finance, 14 novembre 2024.
21. Chris Mfula, « [Zambia's currency stuck at record low as drought persists](#) », Reuters, 8 janvier 2025.
22. Marion Douet, « [La Zambie table sur son cuivre pour sortir de la crise de la dette](#) », *Le Monde*, 5 février 2025.